

Art. 10. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 septembre 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,

A. VRANCKX

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. MAJOR

Art. 10. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 september 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

29 SEPTEMBRE 1972. — Arrêté royal abrogeant et remplaçant l'arrêté royal du 30 octobre 1970, fixant le règlement particulier du tribunal du travail d'Anvers

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 81 à 83 du Code judiciaire; l'article 88 dudit Code modifié par l'article 9 de la loi du 15 juillet 1970 modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire ainsi que d'autres dispositions légales; les articles 89 à 97 du même Code;

Vu les avis du premier président de la cour du travail de Bruxelles, du premier président de la cour d'appel de Bruxelles et du procureur général à Bruxelles, du président du tribunal du travail d'Anvers, de l'auditeur du travail d'Anvers, du greffier en chef du tribunal du travail d'Anvers et du bâtonnier de l'Ordre des avocats d'Anvers;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail d'Anvers;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le tribunal du travail d'Anvers se compose de treize chambres.

A part des matières dont connaissent les 2ème et 3ème chambres, la 1ère chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 1°, 2°, 3°, 4° et 5°, 580, 4° et 582, 3° et 4° du Code judiciaire et des contestations se rapportant à la législation en matière de fermeture d'entreprises.

La 2ème chambre connaît des contestations résultant des contrats de travail sur les bateaux de navigation intérieure et des contrats de travail des gens de mer et des ouvriers portuaires.

La 3ème chambre connaît de toutes les contestations résultant du contrat d'emploi.

La 4ème chambre connaît des matières prévues à l'article 579, 1°, 2° et 3° du Code judiciaire.

La 5ème chambre connaît des matières prévues à l'article 580, 1° du Code judiciaire, sauf de celles se rapportant à la législation en matière de fermeture d'entreprises.

La 6ème chambre connaît des actions en matière de pensions de retraite et de survie des travailleurs (ouvriers-employés mineurs-gens de mer) et des contestations se rapportant à l'application de la loi instaurant un revenu garanti aux personnes âgées.

La 7ème chambre connaît des contestations relatives à la législation en matière de chômage, de vacances annuelles, d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Les 8ème et 9ème chambres connaissent des matières prévues à l'article 581 du Code judiciaire.

29 SEPTEMBER 1972. — Koninklijk besluit tot opheffing en vervanging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Antwerpen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de artikelen 81 tot 83 van het Gerechtelijk Wetboek gewijzigd bij artikel 9 van de wet van 15 juli 1970 tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en van andere wetsbepalingen; de artikelen 89 tot 97 van hetzelfde Wetboek;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Brussel, van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Brussel en de procureur-generaal te Brussel, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Antwerpen, van de arbeidsauditeur te Antwerpen, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Antwerpen en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Antwerpen;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Antwerpen;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De arbeidsrechtbank te Antwerpen bestaat uit dertien kamers.

Behoudens de bevoegdheid toegekend aan de 2e en de 3e kamer, neemt de 1e kamer kennis van de zaken bepaald in artikel 578, 1°, 2°, 3°, 4° en 5°, in artikel 580, 4, en in artikel 582, 3, en 4, van het Gerechtelijk Wetboek en van de geschillen betreffende de wetgeving inzake sluiting van ondernemingen.

De 2e kamer neemt kennis van de geschillen, voortvloeiende uit de arbeidsovereenkomsten op de binnenvaartschepen en uit het arbeidscontract voor zeelieden en havenarbeiders.

De 3e kamer neemt kennis van al de geschillen voortvloeiende uit het bediendencontract.

De 4e kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 579, 1°, 2° en 3°, van het Gerechtelijk Wetboek.

De 5e kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 580, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek, uitgezonderd de wetgeving inzake sluiting van ondernemingen.

De 6e kamer neemt kennis van de vorderingen betreffende rust- en overlevingspensioenen van werknemers (arbeiders — bedienden — mijnwerkers — zeelieden) en van de geschillen betreffende de toepassing van de wet tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

De 7e kamer neemt kennis van de geschillen omtrent de wetgeving inzake werkloosheid, jaarlijkse vakantie, verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De 8e en de 9e kamer nemen kennis van de zaken bepaald in artikel 581 van het Gerechtelijk Wetboek.

La 9ème chambre connaît en outre de l'application aux indépendants des sanctions administratives visées à l'article 583 du Code judiciaire.

La 10ème chambre connaît des matières prévues à l'article 582, 1° et 2° du Code judiciaire.

La 11ème chambre connaît des contestations civiles résultant d'une infraction aux lois et arrêtés relatifs à la réglementation du travail et les matières de la compétence du tribunal du travail (art. 578, 7° du Code judiciaire).

Elle connaît également des contestations en matière d'allocations familiales pour travailleurs, des contestations relatives à l'application de la loi instaurant les allocations familiales garanties et des contestations relatives aux cotisations dues au Fonds social des ouvriers diamantaires.

La 12ème chambre connaît de toutes les contestations en matières sociales qui n'ont pas été attribuées aux chambres précitées sur la base des critères prémentionnés.

La 13ème chambre connaît de l'application aux employeurs des sanctions administratives visées à l'article 583 du Code judiciaire.

Elle connaît également de toutes les contestations en matières sociales qui n'ont pas été attribuées aux chambres précitées sur la base des critères prémentionnés.

Les affaires relatives à des matières non reprises dans l'article 1er du présent règlement seront portées devant les chambres que le président désignera. Tel est le cas notamment des matières prévues aux articles 580, 6°, a, b, c et 580, 4° du Code judiciaire.

**Art. 2.** Les chambres siègent comme suit :

La 1ère chambre siège les mercredi et jeudi.

La 2ème chambre siège le vendredi.

La 3ème chambre siège les lundi, mardi et mercredi.

La 4ème chambre siège les jeudi et vendredi.

La 5ème chambre siège le lundi.

La 6ème chambre siège les jeudi et vendredi.

La 7ème chambre siège les lundi et mardi.

La 8ème chambre siège les mercredi et jeudi.

La 9ème chambre siège les lundi et mardi.

La 10ème chambre siège le premier mercredi du mois.

La 11ème chambre siège le vendredi.

La 12ème chambre siège le jeudi.

La 13ème chambre siège le mardi.

Toutes les audiences commencent à 15 heures.

**Art. 3.** Les introductions ont lieu à l'audience du mercredi pour la 1ère chambre, du vendredi pour la 2ème et 11ème chambre, du lundi pour la 3ème, 5ème et 9ème chambre, du jeudi pour la 4ème chambre.

Les affaires comportant l'homologation d'un accord (article 65 de la loi sur les accidents du travail) ou l'autorisation de paiement d'un tiers du capital (article 45 de ladite loi) sont fixées à l'audience du vendredi de la 4ème chambre.

**Art. 4.** Les audiences de référés et celles auxquelles les règles de procédure en matière de référé sont applicables, sont tenues tous les lundi et jeudi à 11 h 30.

Le bureau d'assistance judiciaire siège le mercredi à 11 h 30.

**Art. 5.** Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures, avec l'accord du président du tribunal.

**Art. 6.** Le président du tribunal peut aussi, lorsque les besoins du service l'exigent, et après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, décider de faire tenir, par une ou plusieurs chambres, des audiences supplémentaires dont il fixe les jours et heures.

**Art. 7.** Le président peut, en outre, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres.

Dans ce cas, comme dans celui qui est prévu à l'article 6, son ordonnance est affichée au greffe et le premier président de la cour du travail en est immédiatement informé.

**Art. 8.** Le président du tribunal établit, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, les jours et heures des audiences de vacations et désigne les magistrats qui doivent y siéger.

Le président du tribunal peut, en tout temps, modifier ce tableau en raison des nécessités du service.

De 9e kamer neemt tevens kennis van de toepassing op zelfstandigen van de administratieve sancties bedoeld in artikel 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

De 10e kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 582, 1° en 2°, van het Gerechtelijk Wetboek.

De 11e kamer neemt kennis van de geschillen van burgerlijke aard die het gevolg zijn van een overtrekking van de wetten en besluiten betreffende de arbeidsreglementering en de aangelegenheden onder de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank (art. 578, 7° van het Gerechtelijk Wetboek).

Ze neemt ook kennis van de geschillen inzake gezinsbijslag voor werkknemers, van de geschillen betreffende de toepassing van de wet tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag en van betwistingen omtrent de bijdragen die aan het sociaal fonds voor de diamantarbeiders verschuldigd zijn.

De 12e kamer neemt kennis van al de geschillen in sociale zaken, die niet toebedeeld worden aan voornoemde kamers op grond van voornoemde criteria.

De 13e kamer neemt kennis van de toepassing der administratieve sancties op de werkgevers bedoeld bij artikel 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

Zij neemt ook kennis van al de geschillen in sociale zaken die niet toebedeeld worden aan voornoemde kamers op grond van voornoemde criteria.

De gevallen die niet begrepen zijn in artikel 1 van dit reglement kunnen door de voorzitter verzonden worden naar de kamers die hij zal aanduiden. Dit geldt o.m. voor de zaken bedoeld in artikel 580, 6°, a, b, c en 580, 7°, van het Gerechtelijk Wetboek.

**Art. 2.** De kamers houden zitting als volgt :

De 1e kamer houdt zitting op woensdag en donderdag.

De 2e kamer houdt zitting op vrijdag.

De 3e kamer houdt zitting op maandag, dinsdag en woensdag.

De 4e kamer houdt zitting op donderdag en vrijdag.

De 5e kamer houdt zitting op maandag.

De 6e kamer houdt zitting op donderdag en vrijdag.

De 7e kamer houdt zitting op maandag en dinsdag.

De 8e kamer houdt zitting op woensdag en donderdag.

De 9e kamer houdt zitting op maandag en dinsdag.

De 10e kamer houdt zitting de eerste woensdag van de maand.

De 11e kamer houdt zitting op vrijdag.

De 12e kamer houdt zitting op donderdag.

De 13e kamer houdt zitting op dinsdag.

Alle zittingen beginnen om 15 uur.

**Art. 3.** De inleidingen geschieden op de zitting van woensdag voor de 1e kamer, van vrijdag voor de 2e en 11e kamer, van maandag voor de 3e, 5e en 9e kamer, van donderdag voor de 4e kamer.

De zaken die tot voorwerp hebben het bekrachtigen van een overeenkomst (artikel 65 van de arbeidsongevallenwet) en het verlenen van machtiging voor het uitkeren van een derde van het kapitaal (artikel 45 van voornoemde wet) worden vastgesteld op de zitting van vrijdag voor de 4e kamer.

**Art. 4.** De zittingen in kort geding en die waarop de procedure-regelen van het kort geding van toepassing zijn, worden elke maandag en donderdag gehouden om 11 u. 30 m.

Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op woensdag om 11 u. 30 m.

**Art. 5.** De kamers kunnen, naar gelang van de behoeften van de dienst, buitengewone zittingen houden waarvan zij zelf de dag en het uur bepalen in overleg met de voorzitter van de rechtbank.

**Art. 6.** In het belang van de dienst kan de voorzitter, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, beslissen dat een of meer kamers bijkomende zittingen houden op de dag en het uur die hij vaststelt.

**Art. 7.** De voorzitter kan ook, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, tijdelijk het aantal en de bevoegdheden van de kamers wijzigen.

In dit geval, alsmede in het geval van artikel 6, wordt zijn beschikking ter griffie aangeplakt en onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste voorzitter van het arbeidshof.

**Art. 8.** De voorzitter van de rechtbank stelt, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, de dag en het uur van de vakantiezittingen vast en wijst de dienstdoende magistraten aan.

De voorzitter van de rechtbank kan te allen tijde in het belang van de dienst die lijst wijzigen.

**Art. 9.** L'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail d'Anvers est abrogé.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 30 octobre 1972.

**Art. 11.** Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 septembre 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,

**Art. 9.** Het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Antwerpen wordt opgeheven.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 30 oktober 1972.

**Art. 11.** Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 september 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,

A. VRANCKX

Le Ministre de l'Emploi et du Travail, | De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

L. MAJOR

**29 SEPTEMBRE 1972.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Liège

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 81 à 83 du Code judiciaire; l'article 88 dudit Code tel qu'il a été modifié par l'article 9 de la loi du 15 juillet 1970 modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire ainsi que d'autres dispositions légales; les articles 89 à 97 du même Code;

Vu l'article 3, §11 de l'arrêté royal du 21 juillet 1970 relatif à l'institution de sections dans les cours du travail, les tribunaux de 1ère instance, les tribunaux du travail, les tribunaux de commerce et les tribunaux de police;

Vu les avis du premier président de la cour du travail de Liège, du premier président de la cour d'appel et du procureur général à Liège, du président du tribunal du travail de Liège, de l'auditeur du travail à Liège, du greffier en chef du tribunal du travail de Liège et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Liège;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Liège;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'article 1er de l'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Liège est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1er. Le tribunal du travail de Liège se compose de 10 chambres siégeant à Liège et à Jemeppe-sur-Meuse :

1ère chambre : chambre d'introduction, des référés et des matières auxquelles les règles de procédure relatives au référé sont applicables;

2ème chambre : les matières relatives aux travailleurs indépendants, prévues à l'article 581 du Code judiciaire;

3ème et 4ème chambres : les matières prévues à l'article 578 du Code judiciaire;

5ème et 6ème chambres : les matières prévues à l'article 579 du Code judiciaire;

**29 SEPTEMBER 1972.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Luik

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 81 tot 83 van het Gerechtelijk Wetboek, op artikel 88 van voornoemd Wetboek zoals het gewijzigd is bij artikel 9 van de wet van 15 juli 1970 tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en van andere wetsbepalingen; op de artikelen 89 tot 97 van hetzelfde Wetboek;

Gelet op het artikel 3, §11 van het koninklijk besluit van 21 juli 1970 betreffende de instelling van afdelingen in de arbeidshoven, de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken, de rechtbanken van koophandel en de politierechtbanken;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Luik, van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Luik en van de procureur-generaal bij dit hof, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Luik, van de arbeidsauditeur te Luik, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Luik;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Luik;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Luik wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 1. De arbeidsrechtbank te Luik bestaat uit tien kamers die zitting houden te Luik en te Jemeppe-sur-Meuse :

1e kamer : kamer voor inleidingen, kort geding en voor de zaken waarop de rechtspleging in kort geding van toepassing is;

2e kamer : de zaken betreffende de zelfstandige arbeiders bepaald bij artikel 581 van het Gerechtelijk Wetboek;

3e en 4e kamer : de zaken vermeld in artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek;

5e en 6e kamer : de zaken vermeld in artikel 579 van het Gerechtelijk Wetboek;